

[Indre-et-Loire](#) > [Neuillé-Pont-Pierre](#) > Pourquoi, après soixante ans de présence, les gendarmes quittent la ca

Pourquoi, après soixante ans de présence, les gendarmes quittent la caserne de Neuvy-le-Roi

ABONNÉS Cet article est réservé aux abonnés numériques.



FAITS DIVERS JUSTICE - INDRE-ET-LOIRE



La partie administrative de la caserne de gendarmerie de Neuvy-le-Roi a été déménagée, mardi 2 juin 2026.

© Photo cor. NR, Marc Duval

Par Julien COQUET

Publié le 02/06/2026 à 20:27
mis à jour le 03/06/2026 à 11:45

La gendarmerie de Neuvy-le-Roi n'est officiellement plus opérationnelle depuis mardi 2 juin 2026. Ses militaires vont rejoindre la brigade voisine de Neuillé-Pont-Pierre pour une fusion contre laquelle le village de 1.100 habitants s'était mobilisé au début des années 2010.

Le geste relève du symbole : mardi 2 juin 2026, les gendarmes de la caserne de Neuvy-le-Roi, dans le nord du département, ont déposé le boîtier « Gendarmerie nationale » installé jusque-là au portillon. Le drapeau tricolore qui flottait sur la cour depuis près de soixante ans, lui, n'a pas été hissé.

L'info en continu

Meurtre de Jonathan Coulom : un tueur en série allemand condamné à la perpétuité

Égalité salariale femmes-hommes : la France rate l'échéance européenne sur la transparence des salaires

ABONNÉS

« Ce n'est pas très compliqué d'en fabriquer » : pourquoi les drogues de synthèse sont de plus en plus répandues

Xi Jinping va se rendre en Corée du Nord pour la première fois depuis 2019

Incendie de Crans-Montana en Suisse : les propriétaires du bar auditionnés une nouvelle fois



L'enceinte militaire s'est vue retirer ses attributs tandis que le camion garé devant le bâtiment d'accueil, aperçu dans la matinée, a fini de vider les locaux de service, emportant le mobilier, les armes entreposées et le nécessaire à la vie de l'unité.

Les six familles de gendarmes ainsi que les deux adjoints volontaires, encore logés sur place dans des appartements devenus désuets, déménageront progressivement d'ici à mi-juin, direction Neuillé-Pont-Pierre à sept kilomètres.

La lutte du début des années 2010 n'a pas permis de sauver la caserne

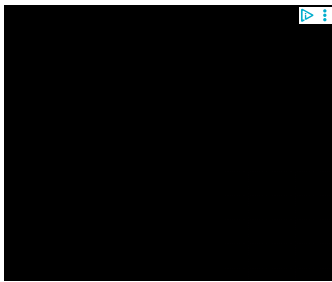
« Une extension de 2.500 m² est sur le point d'être finalisée pour acter définitivement la fusion avec Neuillé-Pont-Pierre », précise Michel Jolivet, maire de cette commune et président du syndicat intercommunal de la caserne de gendarmerie de Neuvy. Un chantier initié à l'automne 2024 **chiffré à près de 1,9 million d'euros**.

Dans la pratique, les mouvements opérés à la brigade de Neuvy-le-Roi ne relèvent ni de la révolution ni du couperet. Plutôt de la continuité d'un départ en douceur amorcé il y a une poignée d'années. « Cela fait quelque temps qu'il n'y avait plus un accueil régulier du public », confirme-t-on en mairie.

Quelques rendez-vous honorés sur place pour des dépôts de plainte, programmés, ainsi que de rares gardes à vue, continuaient à rythmer ponctuellement la vie du bâtiment de la rue du 8-Mai.

> **À LIRE AUSSI.** La caserne Raby de Tours placée sous haute protection après des menaces : ce que l'on sait

Si le sujet ne semble plus être une préoccupation pour les habitants du village, la perte de sa gendarmerie a longtemps nourri les contestations et résistances locales. **Au début des années 2010**, le conseil municipal, engagé pour sauver sa brigade et ses effectifs, avait entrepris des démarches pour pérenniser l'implantation de sa gendarmerie et éviter une fusion annoncée.



L'idée d'une **structure flambant neuve** avait été privilégiée et une parcelle avait été viabilisée aux frais de la commune pour laisser entrouverte la possibilité d'une construction. Espoirs déçus par les arbitrages du ministère de l'Intérieur, en 2013, qui avait choisi de mettre l'opération en veille.

Les 2.400 m² de parcelles agricoles rendues constructibles, à quelques mètres du centre de secours, n'ont ainsi jamais vu une nouvelle caserne de gendarmerie sortir de terre. Aujourd'hui, le secteur « Les Coquelicots » donne à voir huit logements individuels et une importante réserve foncière, sur laquelle des discussions sont en cours pour accueillir une résidence séniors.

Délai d'intervention

« La crainte de la population a d'abord été de ne plus voir les gendarmes, explique **Flavien Thélisson**, maire de Neuvy-le-Roi. Mais les brigades se sont organisées pour rester présentes sur le terrain et les administrés n'ont pas eu à pâtir de la fermeture ici. »

Le journal du
vendredi 5 juin 2026

Lire le journal



FAITS DIVERS - JUSTICE

Tous les vendredis, retrouvez dans la newsletter "Faits divers & Justice" les temps forts de l'actualité policière et judiciaire de la semaine sélectionnés par la rédaction.

Inscrivez-vous gratuitement :

Votre email

Les plus lus

1 Eure-et-Loir : cette invention médaillée au concours Lépine va aider les amateurs de pétanque

2 **ABONNÉS**
« Dans cinq ans, il pourrait ne plus y avoir d'angélique » : une association se bat pour sauver la plante du...

3 Sud-Vienne : un poids lourd en travers de la route, le chauffeur désincarcéré

4 **ABONNÉS**
À Tours, des scientifiques démontrent que le répulsif à moustiques le plus utilisé au monde...

5 **ABONNÉS**

Seul bémol, de son aveu, le délai d'intervention allongé parfois par la distance séparant le bourg de la brigade de permanence.

Abandonné par les militaires, le site se trouve désormais au centre des discussions. La communauté de communes pourrait se positionner pour la partie administrative et opérationnelle. Quant à l'immeuble d'habitation, le propriétaire, Val Touraine Habitat, ne s'est pour le moment pas prononcé sur son avenir.

> **À LIRE AUSSI.** [Poignardé à six reprises dans un appartement à Tours, un homme secouru sous les yeux des riverains](#)

Opposée à la facturation électronique obligatoire, une entrepreneuse d'Indre-et-Loire lance une pétition sur le site...

Nouvelles brigades en Touraine : le point

> Selon les derniers éléments portés à notre connaissance, le projet de création de brigade à Manthelan, rattachée à la communauté de brigades de Ligueil-Descartes, serait au point mort. Il patinerait alors que la municipalité a procédé à l'enquête publique en 2025. Ce dossier demeure dans l'attente de validation du choix du terrain par la Direction générale de la gendarmerie nationale et des arbitrages financiers du ministère de l'Intérieur. L'éventualité de voir, dans un premier temps, les militaires rejoindre l'actuel centre de secours, que doivent quitter les sapeurs-pompiers cet été, pourrait constituer un choix temporaire. Sur ce point, rien n'a pour le moment été acté.

> À Azay-sur-Cher, les élus avaient obtenu au printemps des garanties de la part de Beauvau quant à l'ouverture « en 2026 » d'une brigade territoriale mobile. Armée de six personnels, elle est opérationnelle, confirme le député de la circonscription Daniel Labaronne.

Les sujets associés

[INDRE-ET-LOIRE](#)[NEUILLÉ-PONT-PIERRE](#)[NEUVY-LE-ROI](#)[FAITS DIVERS JUSTICE](#)[A LA UNE LOCAL](#)

Julien COQUET
Journaliste, rédaction de Tours

✉ [JuCOQUET](#)

[Ses derniers articles](#)

SUR LE MÊME SUJET

- > **ABONNÉS** [À Neuillé-Pont-Pierre, de nouveaux logements pour accueillir les gendarmes](#) (14/04/2025)
- > [A La Membrolle, des travaux et des missions](#) (22/08/2018)
- > [Une extension pour la gendarmerie](#) (06/07/2022)
- > [Deux nouveaux gendarmes à la compagnie](#) (05/03/2019)
- > **ABONNÉS** [La Membrolle-sur-Choisille : un nouveau commandant à la communauté de brigades](#) (03/09/2025)